

Anticapitalisme et antinéo-libéralisme

Toute analyse exige des concepts. L'émergence du néolibéralisme guerrier combinée à l'effondrement de l'URSS ont donné lieu à l'émergence de nouveaux concepts tels « antinéo-libéralisme » et « anticapitaliste » qui s'ajoutent, sans nécessairement correspondre, aux anciens concepts de « socialisme », « communisme » et « réforme ou révolution ». Se cramponner seulement aux concepts anciens rendrait aveugles aux dynamiques nouvelles. La contradiction néolibéralisme guerrier versus faillite du socialisme du XX^{ie} siècle a créé une vaste zone entre le socialisme révolutionnaire et le social-libéralisme que ces nouveaux concepts permettent de comprendre. On constate leur fécondité dans leur application pour la compréhension de la dynamique latino-américaine, la plus développée mondialement.

La contradiction qui mine l'antinéo-libéralisme est celle de la sociale-démocratie historique, soit celle entre d'une part une redistribution de la richesse nationale, qui va théoriquement de modéré à radical, et d'autre part l'acceptation du contrôle capitaliste de la production nationale quitte à plus ou moins la réglementer, particulièrement en matière environnementale et de droits individuels et des minorités, le tout enrobé de pacifisme en ce qui concerne les relations internationales. L'antinéo-libéralisme est en effet la réincarnation sociale-démocrate à l'époque du capitalisme des transnationales globales — ces quelques centaines de transnationales particulièrement financières qui opèrent sur tous les continents — alors que la sociale-démocratie historique proprement dite s'est muée en social-libéralisme c'est-à-dire en « néolibéralisme à visage humain » qui domine dorénavant le paysage politique des pays impérialistes sauf pour les États-Unis (ÉU) et quelques-uns de ses alliés. Par effet de miroir, l'antinéo-libéralisme est lui aussi global, ce qui le conduit trop souvent à dénigrer ou sous-estimer les luttes nationales tout en trouvant difficilement le chemin des luttes sociales qui s'enracinent d'abord dans un cadre national.

La presque totalité des partis politiques parlementaires acceptent dorénavant le cadre du libre-échange réellement existant déterminé par les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de ses rejetons continentaux tel l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Seul l'intensité du pillage des pays du Sud et de l'Est, ravivé par l'impérialisme guerrier, a permis depuis presque quinze ans une croissance anémique, mais sans récession, dans l'ensemble des pays impérialistes (pas nécessairement dans chacun d'eux) dont les ÉU ont particulièrement bénéficié, et par ricochet le Canada et le Québec, grâce à l'absorption des surplus de l'épargne mondiale. Ce pillage met à feu et à sang maints pays non impérialistes tout en faisant reculer drastiquement le niveau de vie de la majorité populaire de la plupart des autres. A contrario, il donne les moyens de financer la machine de guerre étasunienne et, dans les autres pays impérialistes ayant douloureusement achevé leur mise à niveau néolibérale (Grande-Bretagne, pays du Commonwealth, Japon) celui d'un modeste réinvestissement social dans le cadre cependant des privatisations, surtout sous forme de PPP. Reste l'UE continentale de l'Ouest où la bourgeoisie n'arrive pas à compléter

la mise à niveau à l'« anglo-saxonne » à cause d'une forte résistance populaire que la victoires des « non » français et néerlandais pourraient convertir en contre-offensive.

L'antinéolibéralisme se cherche un projet de société et une stratégie

Les critiques du néolibéralisme, même au sein de la bourgeoisie soucieuse de paix sociale, admettent qu'il faut des correctifs afin de remédier au creusement des inégalités, de la généralisation de la pauvreté et des guerres, et du dérapage environnemental. Certains se fient à la fuite en avant du progrès technologique et de la hausse de la productivité qui en découle, ne réalisant pas que ce progrès est lui-même un accélérateur des contradictions néolibérales. D'autres, les sociaux-libéraux, ajoutent une dose d'interventionnisme étatique au-delà de la loi et l'ordre pour, d'une part, favoriser la recherche-développement et le progrès technologique et pour, d'autre part, élever le niveau de compétence et de capacité productive de la main d'œuvre de sorte à hausser la capacité concurrentielle de l'économie nationale. Les plus audacieux ajoutent une dose d'aide internationale pour aider les pays retardataires. Ces palliatifs ne font finalement qu'aiguiser la concurrence tant nationale qu'internationale sans en rien corriger les contradictions néolibérales. Comme exemple, on pense à la plupart des pays de l'UE mais aussi à la plupart des nouveaux gouvernements dit de « centre-gauche » de l'Amérique latine.

Viennent ensuite les antinéolibéraux, qui ne détiennent le pouvoir dans aucun pays — à une exception près — pas plus d'ailleurs que les anticapitalistes, aussi à une exception près en Amérique latine. Ce courant dominant dans le mouvement altermondialiste se cherche un projet de société et une stratégie au-delà des rejets de la guerre et de l'occupation, du libre-échange, de la dette du tiers monde et de leurs corollaires. On peut y distinguer une aile modérée qui distille un capitalisme démocratique, y compris une confiance dans une ONU même non réformée, et une aile radicale qui reste ouverte aux conséquences de l'élévation de la conscience à travers les grandes mobilisations mondiales dont elle est l'instigatrice. En attendant, ce vide programmatique et stratégique n'est pas sans conséquence, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes — le sous-continent où les luttes sociales et politiques sont les plus avancées — où de vastes et profondes révoltes populaires n'ont accouché jusqu'ici que de gouvernements sociaux-libéraux.

Ce vide a permis que se consolide dans une grande partie des mouvements sociaux l'idéologie « autonomiste » qui prétend que la « multitude », compris comme un amalgame non coordonné de groupes sociaux d'« exclus » issus de l'éclatement du prolétariat suite à la profonde crise néolibérale dans ce sous-continent, pourrait « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Inutile de dire que ce néo-anarchisme ne s'est pas montré à la hauteur des défis posés par les grandes mobilisations argentine et bolivienne, incapable qu'il fut d'unir les mouvements sociaux et de prendre un pouvoir un moment vacant. Ce néo-anarchisme, théorisation superficielle de l'expérience zapatiste, prétend au développement en marge de communautés autonomes libertaires et égalitaires. Il oublie que la marge, c'est la marge du capitalisme où se combine absence de moyens de production, de savoirs et de ressources naturelles. Il oublie que

ces marges sont tout à fait tolérables par le capital comme moyens de contrôle social à bon marché quitte à coopter les quelques expériences réussies.

Le cul-de-sac latino-américain démontre, en creux, que l'effondrement de la mouvance socialiste, corrompue par le stalinisme et ses avatars, est loin d'être surmontée. Les petits partis de gauche y sont, pour la plupart, sectaires quand ils ne se laissent pas séduire par le social-libéralisme. La contradiction se creuse sans cesse entre la colère populaire montante contre les politiques néolibérales et des directions politiques et sociales soit bien intégrées au système soit politiquement désseparées qui, si elles ne s'acharnent pas à arrêter la vague montante à tous les tournants, au mieux ne savent que suivre l'impétueux courant qui, inévitablement, finit par s'étioler en mille ruisselets. Un espoir, cependant, monte à l'horizon : la « révolution bolivarienne » conduite par le président vénézuélien Hugo Chavez, révolution qui commence à se réclamer du « socialisme du XXI^è siècle », contribuant ainsi à réhabiliter ce mot trop galvaudé.

L'exception bolivarienne : victoire du peuple... à confirmer

La révolution bolivarienne est d'abord moins une exception qu'une confirmation de cette montante colère populaire qui a réussi à s'imposer à une direction, au départ national-populiste, qu'elle a sans cesse appuyé tant par ses votes que par ses mobilisations dans les moments les plus critiques jusqu'à retourner un coup d'État fomenté par une droite unifiée fortement appuyée par l'impérialisme étasunien. La direction bolivarienne a compris que pour sa propre survie il fallait répondre aux aspirations du peuple travailleur, tant sociales que démocratiques, si elle ne voulait pas confiner sa base sociale à l'armée qui, laissée à elle-même, aurait tôt fait de la désavouer, ce que plusieurs membres du haut commandement ont d'ailleurs fait au moment du coup d'État. La richesse pétrolière du Venezuela, récupérée politiquement grâce à la victoire contre la « grève » patronale-syndicale de la compagnie pétrolière étatique, a fourni les moyens financiers au gouvernement Chavez de lancer une série de « missions » sociales quitte à contourner la bureaucratie étatique et même chaviste.

La trajectoire vénézuélienne s'explique essentiellement par la question du pétrole qui ne fait pas que fournir les moyens financiers du radical réformisme gouvernemental. Celui-ci rend d'abord le gouvernement Chavez relativement autonome par rapport au FMI et aux États-Unis. Non seulement n'est-il pas étranglé par la dette, comme le Brésil et l'Argentine, ce que le dispense de faire des choix difficiles, mais aussi les pays impérialistes, surtout les États-Unis, ne sauraient se dispenser du pétrole vénézuélien. Pire pour eux, l'enlisement irakien et la montée en puissance d'une Chine assoiffée de pétrole ont entraîné un prix élevé dont bénéficie la révolution bolivarienne. Par contre, ce même pétrole cher — d'autant plus que c'est de loin la plus importante source en Amérique, la prétendue cour arrière des États-Unis — confère au Venezuela une importance stratégique qu'autrement il n'aurait pas, ce qui le met dans la ligne de mire étasunienne. D'où l'acharnement étasunien contre le Venezuela auquel le gouvernement Chavez doit répondre par une politique anti-impérialiste conséquente, à moins de capituler, et par un renforcement de l'adhésion de sa base sociale grâce à ce même pétrole qui lui en donne les moyens.

L'autonomie économique/politique due au pétrole permet au Venezuela de remettre à plus tard de difficiles choix anticapitalistes — par exemple rompre avec le FMI, chasser les transnationales du pétrole qui en extraient une part de plus en plus importante, prendre le contrôle du commerce extérieur — que les gouvernements de centre-gauche latino-américains devaient faire dès le départ et qu'ils n'ont pas fait. Cette parenthèse, qui pourrait durer un bout de temps grâce à la mobilisation non seulement du peuple vénézuélien mais aussi irakien, ouvre un espace politique qui permet la construction d'un pouvoir populaire à travers la gestion populaire des « missions », la prise en charge par la base du parti bolivarien à travers les « cercles bolivariens » et ses successeurs et, dernièrement, le contrôle ouvrier de certaines entreprises d'État à travers la « co-gestion » expérience qui pourrait s'étendre au secteur privé. S'installe en fait une situation de double pouvoir dont l'affrontement final est à venir et qui dépendra tout autant de la conjoncture nationale qu'internationale.

Poser dès maintenant le passage anticapitaliste vers le socialisme

Ce que démontre ce seul exemple d'antinéolibéralisme étatique au sein du sous-continent où la dynamique sociale vire le plus à gauche c'est que l'application de cette théorie politique n'est pas structurellement viable même si des circonstances exceptionnelles peuvent permettre un réformisme temporaire laissant le temps à un développement anticapitaliste. Mais ce réformisme est aussi possible pour le social-libéralisme, dans le cadre cependant de la privatisation — mais même le gouvernement Chavez privatise l'exploitation pétrolière — grâce à une embellie conjoncturelle qui dure dans les pays impérialistes. C'est ce qui a permis la ré-élection du gouvernement Blair pour un troisième terme malgré le fiasco irakien. Paradoxalement, il y a assez de diversité en ce monde pour qu'à la fois quelques nations impérialistes, dont le Canada, qui n'ont pas ou peu à assumer de plein fouet le « fardeau de l'homme blanc », et un des peuples les plus combattifs, depuis le « caracazo » antinéolibéral de 1989 et jouissant par hasard en abondance d'une ressource naturelle indispensable au bon fonctionnement du capitalisme néolibéral, puissent tirer temporairement leur épingle du jeu.

Les échecs crève-cœur des gouvernements latino-américains de centre gauche — et à contrario, la marche forcenée vers le néolibéralisme « anglo-saxon » des partis sociaux-libéraux au pouvoir en UE continentale pour rattraper leur prétendu retard — démontrent la nécessité de construire dès maintenant des partis anticapitalistes de masse. Il ne s'agit pas seulement d'être prêts à prendre le pouvoir et d'immédiatement faire les ruptures nécessaires avec l'impérialisme et les transnationales, autochtones et étrangères, mais surtout de proposer tout de suite et hardiment un projet de société et une stratégie d'unité populaire pour conquérir le pouvoir par la rue que celui-ci soit consacré ou non par les urnes. Cette rupture anticapitaliste, et par le fait même anti-impérialiste, Cuba l'a faite et surtout maintenue. L'alliance stratégique Cuba-Venezuela n'est donc pas un hasard : elle indique où veut aller la révolution bolivarienne. (Par contre l'approbation des politiques du gouvernement brésilien par la direction chaviste, qu'il faut distinguer de l'alliance d'État à État, indique ses attermoissements.)

La différence essentielle entre l'antinéolibéralisme et l'anticapitalisme c'est la rupture politique, et à terme ses conséquences économiques et politiques, avec le capitalisme néolibéral. Si l'antinéolibéralisme conséquent peut rompre idéologiquement, d'où sa propension à faire des déclarations de principe aux dépens des plate-forme ou programmes et plans d'action, il est incapable de rompre politiquement sauf à y tendre dans le meilleur des cas, tel celui du Venezuela et de « l'appel des mouvements sociaux » issu du Forum social mondial. Ceci dit, anticapitalisme n'est pas socialisme comme le montrent les très sérieux problèmes démocratiques cubains — ce qui ne signifie en rien soutenir politiquement la dissidence cubaine et encore moins celle pro-étasunienne chouchoutée par les médias néolibéraux — qui, malheureusement, permettent trop facilement de faire diversion pour cacher la profonde corruption par l'Argent néolibéral de l'étroite démocratie bourgeoise.

Il y aussi une fourche sur le chemin de l'anticapitalisme au socialisme : prendre la mauvaise mène à cette caricature macabre qu'est la Corée du Nord ou celle qu'a été le régime polpotien, l'antichambre de la contre-révolution capitaliste. Coincée entre l'impossibilité du « socialisme dans un seul pays » et l'encerclement impérialiste, la transition anticapitaliste peut durer un certain temps. Toutefois, plus elle dure, plus les probabilités de sclérose et, à terme, de régression vers les formes les plus dures de capitalisme néolibéral sont grandes. La zone de l'ex-URSS et la Chine en sont des exemples patents même si l'évolution de chaque pays est suis generis. Jusqu'ici la direction cubaine, dont le noyau dirigeant est issu d'une remarquable révolution anti-impérialiste puis socialiste, a su en grande partie éviter les conséquences de la stagnation malgré des conditions très difficiles mais non sans compromissions tant économiques que politiques. Cependant, ce noyau vieillissant est mortel et ne saurait de toute façon se substituer au surgissement démocratique indispensable pour préparer le passage au socialisme.

Au Nord, le peuple travailleur va à gauche... mais ses directions à droite

Dans nos pays impérialistes n'existe pas une telle brèche vers l'anticapitalisme comme au Venezuela et, dans une moindre mesure, dans plusieurs pays d'Amérique du Sud particulièrement en Bolivie ces derniers temps. Toutefois, le mur néolibéral s'y lézarde, spécialement en UE où l'enjeu constitutionnel, et peut-être les déboires électorales de la social-démocratie allemande, pourrait marquer un point d'inflexion vers une contre-offensive antinéolibérale victorieuse située au départ directement dans le champ politique. Les craques dans le mur sont certes moins nombreuses en Amérique du Nord impérialiste mais elles existent, spécialement au Québec que le mouvement syndical nord-américain a choisi, parce que législation et combativité ouvrière y sont relativement développées, pour tenter de briser l'antisindicalisme de la plus importante transnationale au monde, Wall-Mart.

Pour l'instant, la compromission des directions du mouvement anti-guerre et anti-néolibéral étasunien avec le Parti Démocrate, qui a ouvert la voie au « retour de l'Empire » démoralise et paralyse tous les mouvements sociaux au point de provoquer un risque de scission par le haut dans un mouvement syndical unifié mais de plus en

plus affaibli et désorienté. Pourtant, comme en Amérique latine — toute chose était égale par ailleurs — la colère gronde. Les sondages montrent l'impopularité grandissante de l'occupation de l'Iraq. Le Congrès, républicains dit modérés compris, toujours très sensible aux humeurs populaires à cause d'un terme électoral de deux ans, bloquent de plus en plus les initiatives de la Présidence, tel la contre-réforme du régime des pensions publiques et la nomination de juges réactionnaires.

Au Canada, l'incapacité des Conservateurs, épaulés par le Bloc québécois, à capitaliser sur les déboires des Libéraux, empêtrés dans la scandale des commandites, montre aussi une résistance populaire passive aux politiques néolibérales et plus encore au conservatisme moral. Cependant, les principales directions populaires, politiques et sociales, non seulement se montrent-elles incapables de traduire cette brise de gauche à la base mais, pire, elles évoluent à droite. Le Conseil du travail du Canada (CTC) accepte dorénavant officiellement le cadre de l'ALÉNA et est devenu politiquement silencieux pendant que le Nouveau parti démocratique (NPD), qui bénéficie électoralement de la désaffection envers les Libéraux, enfourche au fédéral la thématique anti-séparatiste tout en souscrivant à la doctrine budgétaire néolibérale du déficit zéro et du remboursement de la dette en retour du plat de lentilles budgétaire offert par les Libéraux.

Le Québec n'échappe pas à cette contradiction entre virage à gauche du peuple travailleur et tournant à droite des principales directions populaires. Jamais grève étudiante n'avait connue une participation aussi massive alors que les principales directions étudiantes, fortement conseillées par les directions syndicales, se dépêchaient à faire un compromis avec le gouvernement Libéral. Pourtant, il aurait été tout à fait possible d'appeler à une grève générale d'au moins le secteur de l'éducation, si ce n'est avec la fonction publique. Quant aux directions syndicales de ces secteurs, sans convention collective depuis presque deux ou trois ans, elles ont laissé passer le train avant d'enclencher des grèves d'une journée ou d'une demi-journée souvent au grand dam de leur base prête à une grève illimitée même si c'était souvent dans un esprit corporatif.

Reste que la grève étudiante a relancé la révolte contre les politiques néolibérales que le mouvement syndical avait lancé en décembre 2003 en bloquant ports, routes et casino puis, quelques mois plus tard, en occupant pendant deux semaines les installations de l'aluminerie Alcan. L'intransigeance gouvernementale, les conditions de travail déplorables dans nos hôpitaux, écoles, garderies, etc. et le refus de régler l'équité salariale annoncent un dur et nécessaire affrontement automnal. Seul un règlement sectoriel à rabais avec un gouvernement aussi impopulaire que pouvait l'être le gouvernement Raffarin en France pourrait empêcher la reconstruction historique du grand Front commun public et para-public de 1972. Doit-on accepter que les gouvernements fédéral et québécois dépensent 20 milliards \$ de moins au Québec, en proportion de la production nationale, qu'en 1993 ?

Marc Bonhomme, 15 juin 2005